

Le travail de forçat des diplomates

«Le risque que nous ne trouvions pas de solution avec l'UE est bien réel, si bien que nous devons au moins réfléchir aux conséquences possibles», a déclaré Jakob Kellenberger lors d'une réunion du Nouveau mouvement européen Suisse (Nomes) en collaboration avec le groupe parlementaire «Suisse-UE» la semaine dernière. Présent dans la salle de séances de l'UDC aux côtés de la Présidente de la Confédération Simonetta Sommaruga et du directeur du Global Studies Institute de Genève, Nicolas Levrat, l'ancien diplomate a discuté de la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse (MEI). Malgré le beau temps, ce ne sont pas moins de 100 membres du parlement et invités qui se sont réunis au Palais fédéral pour analyser la double approche du Conseil fédéral, ainsi que les clauses de sauvegarde et l'incertitude actuelle. Le groupe parlementaire, présidé par Doris Fiala, Martin Naef et Francine John-Calame, s'engage avec le Nomes pour un débat constructif et ouvert sur l'Europe.

La quadrature du cercle

Dès le début de son intervention, Simonetta Sommaruga a souligné la complexité du dossier et des négociations – en plaisantant, elle a ajouté que, outre le baiser de Jean-Claude Juncker, des discussions avaient également eu lieu lors de son voyage à Bruxelles. Le Conseil fédéral poursuit une double approche qui différencie les pays membres de l'UE/AELE et les pays tiers. La loi sur les étrangers, ainsi que l'accord sur la libre circulation des personnes devraient être adaptés afin de mettre en place à la fois la préférence nationale et les contingents. La mise en œuvre de la MEI reste une quadrature du cercle dont l'issue finale est difficile à estimer. Le Conseil fédéral fera toutefois le maximum pour mener à bien les négociations difficiles. «Le premier mot que l'on prononce quand on est enfant n'est pas forcément le dernier que l'on dira avant de mourir », a constaté la Présidente avec philosophie. Elle a également rappelé que ce n'est pas le Conseil fédéral, mais bien les auteurs de l'initiative qui sont à l'origine de l'insécurité juridique actuelle.

Après négociations dont l'issue reste ouverte

Les effets de l'initiative contre l'immigration de masse ont déjà été ressentis au sein du Global Studies Institute de Genève, selon le témoignage de son directeur Nicolas Levrat. Du point de vue de l'enseignement, il estime que la difficulté, dans le domaine de politique extérieure, est que la MEI s'attaque à l'ADN de l'Union européenne, à savoir la libre circulation des personnes. L'Union européenne craint que ses États membres ne tirent profit des éventuelles concessions faites à la Suisse, ce qui pourrait provoquer des tensions au sein de l'UE. Les diplomates suisses doivent donc se préparer à faire face à un négociateur coriace. Dans le domaine de politique intérieure, Nicolas Levrat a rappelé les éventuels conflits entre les régions et l'industrie qui pourraient découler de l'introduction de contingents. Ce contexte doit être pris en compte lors de l'élaboration des quotas.

Faire face aux conséquences

L'ancien secrétaire d'Etat et ancien président du CICR, Jakob Kellenberger, a rappelé fermement au début de son exposé que, dans les années nonante, la Suisse était elle-même demandeuse des accords bilatéraux. Ils ont été ensuite adoptés par 67% des voix et considérés comme un grand succès. M. Kellenberger, alors négociateur en chef des Bilatérales I, a indiqué que la clause guillotine a été voulue par l'UE en raison des nombreux référendums suisses, dont le résultat était difficilement prévisible. L'incertitude actuelle dans les négociations avec l'UE

concernant la mise en œuvre de la MEI représente une situation difficile pour les citoyens suisses. M. Kellenberger souhaite - dans l'intérêt de notre pays - que cette période d'incertitude ne soit pas utilisée pour faire de l'UE une ennemie. Concernant les négociations, l'ancien président du CICR estime que le risque que les deux partenaires ne trouvent pas de solution avec l'UE est bien réel, si bien qu'il faille au moins réfléchir aux conséquences possibles.

Notre besoin de protection

Dans la discussion qui a suivi les exposés, Simonetta Sommaruga n'a pas exclu l'utilisation de clauses de sauvegarde. M. Kellenberger, en plaisantant, a soulevé le fait que la Suisse est une experte des clauses de sauvegarde et a toujours chéri son «besoin spécial de protection». Par ailleurs, il trouve positif que toutes les options soient encore ouvertes pour les négociations. On devrait en particulier s'abstenir de donner des leçons à l'UE. Il a également ajouté concernant l'initiative contre l'immigration de masse: «La fin ne justifie pas les moyens. Ce sont par les moyens que l'on reconnaît la fin». La Présidente a également déclaré que cela ne servait à rien de se lamenter d'avance sur le fait que l'UE pourrait prendre des mesures de rétorsion, car cela affaiblirait également la position de la Suisse. La seule chose qui est utile pour le moment, c'est le travail de forçat des diplomates.

Tous les orateurs ont convenu que l'incertitude juridique doit être surmontée aussi vite que possible et qu'il serait imprudent, à l'heure actuelle, de se fixer sur une solution en particulier. Dans le même temps, les experts ont également souligné les avantages de notre relation avec l'Union européenne. En effet, le fait que les aspects positifs de l'intégration européenne soient à nouveau abordés en public représente une autre conséquence de l'initiative contre l'immigration de masse. Ce fut également le cas mercredi dernier dans la salle de séance de l'UDC.